
Vue d'ensemble

Les services marchands en 2009 : une récession sans précédent

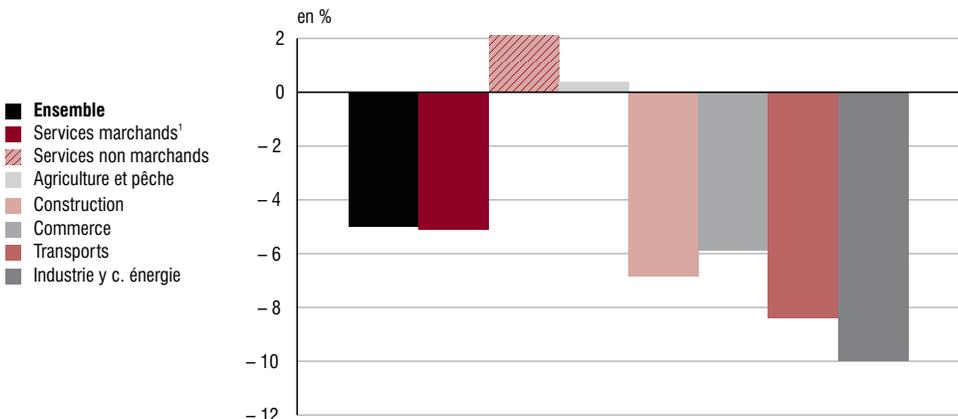
Catherine Souquet*

La récession, qui frappe depuis la mi-2008 l'ensemble des économies avancées, affecte en 2009 l'activité des services marchands, sphère jusque-là largement protégée des turbulences internationales, au contraire de l'industrie.

Recul général de la production

Hormis une année de stagnation en 1993, la production des services marchands (hors activités financières et d'assurance et loyers imputés) n'avait jamais cessé de croître depuis 1949. Pour la première fois, en 2009, elle diminue (- 5,1 % en volume), au même rythme que l'ensemble de l'économie (- 5,0 %) (figure 1). La dégradation est plus prononcée dans les activités principalement marchandes (- 6,3 %), qui pâtissent du recul spectaculaire de la production industrielle (- 10,0 % dont - 11,2 % pour le manufacturier) et de celui de la plupart des branches : construction (- 6,8 %), transports (- 8,4 %). Seuls les services non marchands (+ 2,1 %), moins sensibles à la conjoncture (notamment pour ce qui concerne la santé) et l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+ 0,4 %) enregistrent une progression. L'énergie-assainissement (- 2,1 %), tirée par des activités en pleine expansion, comme le traitement des déchets ou la récupération, est moins atteinte que les autres activités industrielles.

1. Évolution de la production des grandes branches en volume en 2009



1. Hors activités financières et d'assurance et loyers imputés.

Champ : France.

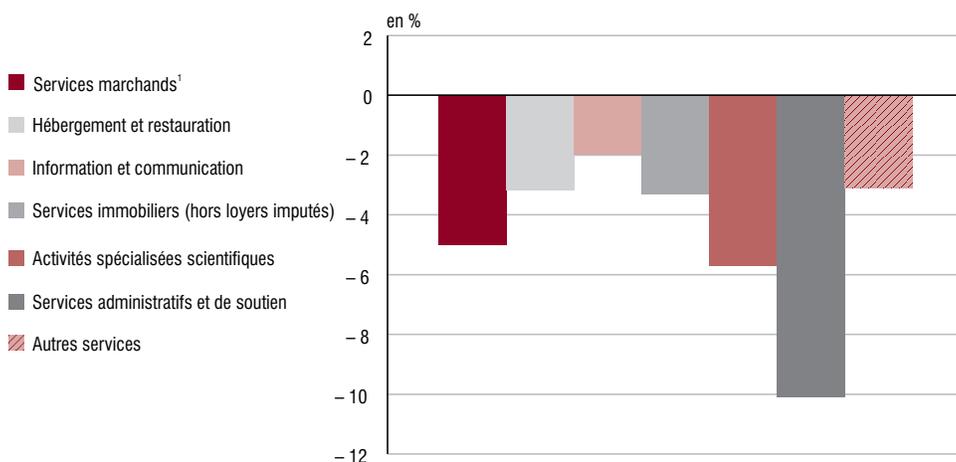
Source : Insee, Comptes nationaux base 2005.

* Catherine Souquet, Insee.

La crise a touché les services aux entreprises¹, qui sont directement affectés par le ralentissement de la demande mondiale et son train de conséquences : la baisse des exportations, le recul des projets d'investissements, les mesures d'économies tous azimuts prises par les entreprises, dans l'attente de jours meilleurs.

Malgré une reprise au second semestre 2009, la production régresse, sur l'ensemble de l'année, dans toutes les grandes branches de services marchands (figure 2). Cette régression est très marquée dans les activités relevant des services aux entreprises (- 7,6 %), et tout particulièrement dans les activités de services administratifs et de soutien² (- 10,1 %). Elle est moindre dans les activités s'adressant prioritairement à une clientèle de particuliers³ (- 3,1 %) : l'hébergement et la restauration (- 3,2 %), et les autres services⁴ (- 3,1 %). Dans cet environnement très difficile, les activités immobilières hors loyers imputés pâtissent de la récession (- 3,3 %).

2. Évolution de la production des services marchands en volume par branche d'activité en 2009



1. Hors activités financières et d'assurance et loyers imputés.
 Champ : France.
 Source : Insee, Comptes nationaux base 2005.

L'informatique et l'ingénierie également affectés

Après une bonne année 2007 et une excellente année 2008, la branche des services informatiques (programmation, conseil et autres activités informatiques ; services d'information)⁵ et celle de l'architecture-ingénierie-contrôle (activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques)⁶ basculent dans la récession, passant respectivement d'une croissance de la production de + 7,0 % et + 5,4 % en 2008 à une baisse de - 2,4 % et

1. Poste MN (activités spécialisées scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien) au niveau A17 de la nomenclature agrégée (NA) de 2008.

2. Poste N du niveau A21 de la NA, 2008.

3. Postes I (hébergement et restauration), R et S (autres activités de services) du niveau A21 de la NA, 2008.

4. Postes R et S du niveau A21 de la NA, 2008.

5. Poste 62 du niveau A88 de la NA, 2008.

6. Poste 71 du niveau A88 de la NA, 2008.

– 8,2 % en 2009 (figure 3). L'informatique a été clairement pénalisée par les plans de rigueur mis en place par les entreprises, notamment dans l'automobile, la distribution et les transports. Ces plans ont eu pour conséquences directes de repousser le développement de nombreux projets sous-traités à des SSII et de pratiquer de fortes coupes dans les dépenses compressibles, tels que les achats de matériels et de logiciels. Le recul est encore plus sensible sur les marchés extérieurs, puisque les exportations sont en baisse de 6,0 %.

3. Évolution de la production entre 2008 et 2009

Niveau A 129 de la nomenclature agrégée

	en %
Ensemble des services marchands¹	– 5,1
Hébergement et restauration	– 3,2
Hébergement	– 8,8
Restauration	– 1,2
Information et communication	– 2,0
Édition	– 8,7
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	– 2,9
Programmation et diffusion	1,0
Télécommunications	1,2
Programmation, conseil et autres activités informatiques	– 2,4
Services d'information	– 3,5
Activités immobilières (hors loyers imputés)	– 3,3
Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	– 20,9
Location de biens immobiliers (loyers réels)	1,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	– 5,7
Activités juridiques et comptables	– 3,6
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	– 4,8
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	– 8,2
Recherche-développement scientifique (marchande)	– 1,0
Recherche-développement scientifique (non marchande)	5,5
Publicité et études de marché	– 7,1
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires	– 19,4
Activités de soutien aux entreprises	– 10,1
Activités de location et location-bail	– 6,7
Activités liées à l'emploi	– 22,6
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	– 11,2
Enquêtes et sécurité	– 9,2
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	– 6,6
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	– 7,0
Autres services	– 3,1
Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	– 9,7
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (marchandes)	7,0
Organisation de jeux de hasard et d'argent	14,6
Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	0,9
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	– 8,3
Autres services personnels	– 4,5

1. Hors activités financières et d'assurance et loyers imputés.

Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux base 2005.

La chute de la production dans la branche architecture-ingénierie-contrôle est due exclusivement à l'architecture et à l'ingénierie⁷ (– 10,1 %). Ce recul s'explique par une baisse brutale des investissements, notamment de ceux en provenance des secteurs pétrolier et gazier et du BTP (– 13,3 %), pénalisés par les moindres rentrées fiscales des collectivités locales et la restriction du crédit bancaire. La demande étrangère baisse également, même si le repli est un peu moins conséquent (– 6,6 %). *A contrario*, le contrôle et les analyses techniques⁸ enregistrent, sur cette même période, une croissance de 6,3 %, qui s'explique par l'évolution du cadre législatif et des normes en vigueur : mise en place du Diagnostic de performance énergétique (DPE) dans le bâtiment et du Diagnostic électrique sur les installations de plus de quinze ans.

Moins de services opérationnels et de services intellectuels dans les entreprises

En 2009, la récession frappe l'ensemble des activités de services administratifs et de soutien⁹ : – 10,1 %. Si les activités liées à l'emploi et aux voyages sont les plus durement touchées (– 22,6 % et – 11,2 %), les enquêtes et la sécurité viennent en troisième position (– 9,2 %). Pour cette dernière activité, la baisse de la production n'est pas ou peu liée à la crise économique générale, les besoins en sécurité étant indépendants des aléas conjoncturels, mais plutôt à l'arrivée à maturité des services de sécurité et donc à une réorganisation du tissu sectoriel.

Dans les autres services opérationnels, le recul est généralement moindre, mais il reste sévère : services administratifs et de soutien aux entreprises (– 7,0 %), location et location-bail (– 6,7 %), services relatifs aux bâtiments (– 6,6 %). Les services administratifs proprement dits¹⁰ (– 33,4 %) et l'organisation de foires et salons (– 8,9 %), sont particulièrement exposés et subissent la contraction des budgets communication des entreprises (le nombre d'exposants et la surface des stands diminuent simultanément).

Deux activités seulement enregistrent une croissance en volume positive : les centres d'appels (+ 2,9 %), malgré une délocalisation progressive du parc à l'étranger, en raison du coût jugé trop élevé de la main-d'œuvre, et la location et location-bail de biens personnels et domestiques (+ 1,6 %), qui bénéficient clairement d'un report des achats des ménages dans une conjoncture de moindre progression du pouvoir d'achat.

Le recul de la production est presque marqué dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques que dans les activités de soutien. Aucune activité n'est épargnée, à l'exception des activités vétérinaires, moins sensibles à la conjoncture. La branche la plus affectée est celle des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques¹¹ (– 19,4 %), qui doit faire face simultanément à une forte baisse des besoins des entreprises en consommations intermédiaires (– 16,5 %) et à un effondrement des exportations (– 29,4 %) en design et en activités photographiques.

Dépenses publicitaires et achats d'études et de sondages sont, en période de vaches maigres, un des premiers postes d'ajustement des entreprises. En 2009, le marché est en repli de 6,3 %. Les études et sondages sont les premières victimes des mesures d'économie (– 12,0 %).

Les branches qui ont le mieux résisté à la récession sont les activités juridiques¹² (– 2,9 %), grâce à une quasi-stabilité de la demande des entreprises (– 1,5 %), et le conseil en gestion¹³ (– 2,7 %), tiré par les exportations (+ 15,9 %). Services comptables¹⁴ et activités de sièges sociaux¹⁵ se situent dans une position médiane (respectivement – 4,5 et – 5,9 %).

7. Poste HZ71Z1 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

8. Poste HZ71Z2 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

9. Poste NZ du niveau A38 de la NA, 2008.

10. Poste HZ82Z1 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

11. Poste GM74Z du niveau A129 de la NA, 2008 : design, photographie, traduction et interprétation...

12. Poste HZ69Z1 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

13. Poste HZ70Z2 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

14. Poste HZ69Z2 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

15. Poste HZ70Z1 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

L'immobilier n'est pas épargné

Après plusieurs années dynamiques, la production des activités immobilières (hors loyers imputés) s'était essouffée en 2008 (- 0,4 % en 2008, après + 0,7 % l'année précédente). En 2009, elle recule de 3,3 %, tirée vers le bas par les très mauvaises performances des marchands de biens¹⁶ (- 58,4 %) et des agences immobilières¹⁷ (- 16,2 %). 2008 avait déjà été, pour ces métiers, une mauvaise année (respectivement - 15,9 et - 6,2 %). En effet, malgré l'assouplissement des conditions d'octroi de crédits immobiliers et la baisse des taux d'intérêt, la demande des ménages souffre de son niveau d'endettement et de la remontée du chômage.

En revanche, la location et l'exploitation de biens immobiliers propres ou loués¹⁸ sont à peine touchés par la crise (- 0,9 %) ; la location de logements augmente même légèrement (+ 0,8 %), la pénurie d'habitations maintenant une forte pression à la hausse sur les prix.

Une récession un peu moins marquée dans les services aux particuliers

Après une année 2008 à faible croissance (+ 2 %), en raison du retournement de conjoncture en milieu d'année, le tourisme mondial, mesuré par l'arrivée de touristes internationaux, baisse de 3,8 % en 2009. Première destination touristique du monde, la France est naturellement concernée par ce reflux : la fréquentation des touristes étrangers diminue de 3,1 %, celle des touristes résidents de 0,2 %.

Les activités liées aux voyages¹⁹ sont en fort recul (- 11,2 %), après une année 2008 atone (- 0,8 %). Les plus touchés sont les agences de voyage et les voyagistes (- 14,4 %), qui pâtissent directement de la stagnation du pouvoir d'achat. Le repli est moins important dans les services de réservation et les activités connexes (- 5,3 %).

Étroitement liée au tourisme, la demande d'hébergement et de restauration régresse aussi, mais à un rythme moindre (- 3,2 %, après - 2,1 % en 2008). L'essentiel du recul provient de l'hébergement (- 8,8 %), et plus particulièrement de l'hôtellerie (- 11,2 %), qui souffre de la défection de la clientèle étrangère ; la clientèle française, elle, se réoriente vers des hébergements de vacances moins onéreux : campings (+ 2,6 %), maisons de vacances, maisons familiales, auberges de jeunesse... (+ 14,1 %), délaissés l'année précédente (- 44,1 %).

Dans la restauration, le marché continue à se détériorer (- 1,2 % après - 2,5 % en 2008), alors que le taux de TVA sur la restauration est passé de 19,6 % à 5,5 % à la mi-2009. Les restaurants et les autres services de restauration mobile sont les plus sensibles à la dégradation de la conjoncture : leur production baisse de 1,8 %. *A contrario*, la crise n'affecte pas l'activité des débits de boissons, en légère progression (+ 1,5 %), après, il est vrai, un recul marqué en 2008.

Les services destinés d'abord aux particuliers (hors tourisme) ont subi les effets de la crise, même si le repli est de moindre ampleur que dans les services aux entreprises (- 7,6 %) : la production des branches édition-audiovisuel-diffusion²⁰ recule de 5,1 %, celles des autres activités de services²¹ de 3,1 %.

Dans l'édition (- 8,7 %), la baisse de la production est imputable au fort recul de la demande de logiciels des entreprises (- 20,6 %), dû, à la fois, à une chute des exportations (- 15,7 %) et des investissements (- 20,6 %). Dans l'édition papier et les jeux électroniques, au contraire, le recul, de moindre ampleur (- 2,6 %), résulte d'un comportement économe des ménages (- 6,8 %).

16. Poste HZ68A1 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

17. Poste HZ68A2 de la nomenclature H (proche du niveau groupe) de la NA, 2008.

18. Poste GL68R du niveau A138 de la NA, 2008.

19. Poste N79Z du niveau A129 de la NA, 2008.

20. Poste JA du niveau A38 de la NA, 2008.

21. Postes R et S du niveau A21 de la NA, 2008.

Dans l'audiovisuel, en repli également (- 2,9 %), la récession touche aussi bien la production cinématographique et télévisuelle (- 3,9 %), victime d'une crise des financements (les investissements baissent de 8,4 %) que la distribution (- 4,4 %), malgré une fréquentation record dans les salles. L'enregistrement sonore et l'édition musicale se portent très bien, en revanche, avec une hausse de la production en volume de 16,3 %, malgré une baisse de la consommation des ménages de 4,5 %.

Malgré la récession et la faible progression du pouvoir d'achat, les ménages accroissent leurs dépenses de loisirs²² (+ 1,3 %). Dans l'espoir d'accroître des revenus menacés, ils se tournent vers les jeux d'argent et de hasard, dont la production progresse de 14,6 % en 2009, au plus fort de la crise. Cette flambée de l'activité a été amplifiée par la baisse des prélèvements sur les produits des jeux dans les casinos. Le goût croissant des ménages pour les produits culturels profite aussi aux bibliothèques, musées... (+ 7,0 %), mais les montants financiers concernés sont très faibles au regard d'autres branches de loisirs (douze fois moins que les jeux d'argent). Cet intérêt s'étend à d'autres activités récréatives (manèges forains et parcs d'attraction, discothèques, jeux de plage...), dont les dépenses augmentent (+ 5,2 %). En revanche, les ménages délaissent brutalement les activités créatives, artistiques et le spectacle vivant (- 9,7 %), après plusieurs années de hausse continue de la demande.

La réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques est en net recul (- 8,3 %). Elle a été fragilisée par un repli de la consommation des ménages (- 5,1 %) et des entreprises (- 9 %).

La production de services personnels recule (- 4,5 %). Toutes les activités sont affectées, à l'exception de la coiffure, qui enregistre une croissance modeste (+ 1,4 %), contrairement aux soins du corps (instituts de beauté, soins thermaux, thalassothérapie), délaissés (- 9 %).

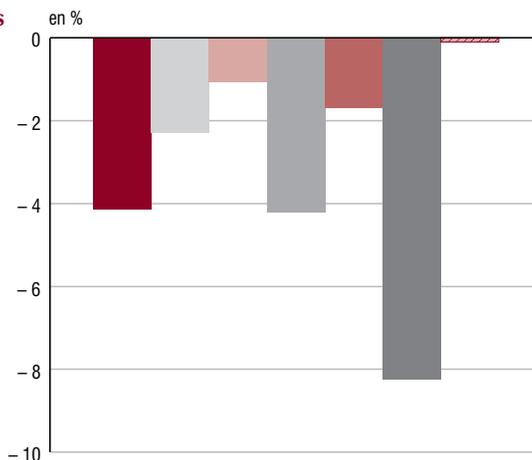
La profession la plus atteinte est la blanchisserie (- 15,5 %), victime du marasme touristique et, plus spécifiquement, hôtelier : la demande des professionnels décroche (- 25,7 %).

Dégradation conjointe de l'emploi, de l'investissement et des exportations

Le recul de l'activité se répercute sur l'emploi : les effectifs (en équivalent-temps plein ou EQTP) des services marchands diminuent de 4,1 % en 2009, soit une perte nette de 200 000 emplois (*figure 4*).

4. Évolution de l'emploi dans les services marchands par branche d'activité en EQTP en 2009

- Services marchands¹
- Hébergement et restauration
- Information et communication
- Services immobiliers (hors loyers imputés)
- Activités spécialisées scientifiques
- Services administratifs et de soutien
- Autres services



1. Hors activités financières et d'assurance et loyers imputés.
Champ : France.
Source : Insee, Comptes nationaux base 2005.

22. Poste RZ du niveau A38 de la NA, 2008.

Cette baisse est pour plus de moitié imputable à la seule branche du travail temporaire²³ (– 112 000 EQTP), l'effondrement de la demande d'intérimaires ayant suivi presque immédiatement le retournement de conjoncture. Les emplois intérimaires sont, en effet, les premiers sacrifiés en période de crise, l'entreprise préférant maintenir en place (pour des raisons de savoir-faire professionnel ou de coût des départs) ses propres salariés. 2009 ne fait pas exception à cette règle et, en raison de l'ampleur inédite de la crise, le recul du nombre d'intérimaires en EQTP est spectaculaire (– 22,6 %), après une année 2008 déjà médiocre (– 2,8 %). Cette diminution est particulièrement marquée dans l'industrie au sens large (– 36 %, soit la moitié des suppressions, après – 8 % l'année précédente). Dans des proportions moindres, la construction (– 17,5 %) et le tertiaire (– 18 %) restreignent aussi fortement leur recours au travail intérimaire.

Dans les services marchands, la chute de l'emploi intérimaire est très sensible dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie et de contrôle technique d'une part (– 32 %) et dans les services administratifs et de soutien aux entreprises d'autre part (– 20 %).

Mais la détérioration de l'emploi dans les services marchands ne se limite pas au secteur de l'intérim. Dans l'ensemble, le recul est plus marqué dans les services aux entreprises (– 5,8 %) que dans les services aux particuliers (– 1,6 %), du fait d'une moindre dégradation dans l'hébergement-restauration (– 2,3 %) et les autres activités de services (– 0,1 %). En chiffres absolus cependant, c'est dans la restauration que les destructions d'emplois ont été les plus nombreuses (– 10 000 EQTP), le nettoyage et les services relatifs aux bâtiments²⁴, les services administratifs de soutien aux entreprises²⁵ et les enquêtes et la sécurité²⁶ ne venant qu'après (entre – 7 500 et – 8 500 EQTP).

L'emploi recule particulièrement chez les marchands de biens²⁷ (– 7,6 %, soit une perte de 8 500 EQTP) qui tirent d'ailleurs l'ensemble des activités immobilières vers le bas (– 4,2 %) ; il en est de même dans les activités liées aux voyages (agences, voyagistes...) : victime d'un arbitrage des ménages au profit de l'épargne et au détriment de la consommation la branche connaît une forte contraction de sa production (– 11,2 %) et de son emploi (– 7,3 %).

Malgré la récession, quelques activités ont continué à embaucher (mais dans des proportions modestes) : les autres services personnels²⁹ (+ 3 500 EQTP, soit + 2,3 %), les activités informatiques (+ 1 500 EQTP, soit + 0,7 %), les sièges sociaux et le conseil en gestion (+ 850 EQTP, soit + 0,5 %), l'édition (+ 400 EQTP, soit + 0,3 %).

Dans la plupart des branches, la réduction de l'emploi suit celle de la production. Cependant, les entreprises de la branche informatique ont, malgré une activité réduite (– 2,4 %), embauché (+ 0,7 %), en prévision des risques de pénurie de main-d'œuvre qualifiée au moment du redémarrage économique.

À l'inverse, la branche « arts, spectacles et activités récréatives³⁰ » enregistre une baisse de ses effectifs (– 7,7 % – le plus fort recul hors intérim), malgré une hausse de sa production (+ 2,7 %), la croissance des activités récréatives (+ 5,7 %) compensant la forte baisse des arts et spectacles (– 9,7 %).

Le ralentissement a affecté l'investissement. Après deux années de croissance (+ 5,3 % en 2007, + 3,3 % en 2008), la formation brute de capital fixe en services marchands régresse

23. Poste 78 du niveau A88 de la NA, 2008.

24. Poste 81 du niveau A88 de la NA, 2008.

25. Poste 79 du niveau A88 de la NA, 2008.

26. Poste G80 du niveau A129 de la NA, 2008.

27. Poste G68A (marchand) du niveau A129 de la NA, 2008.

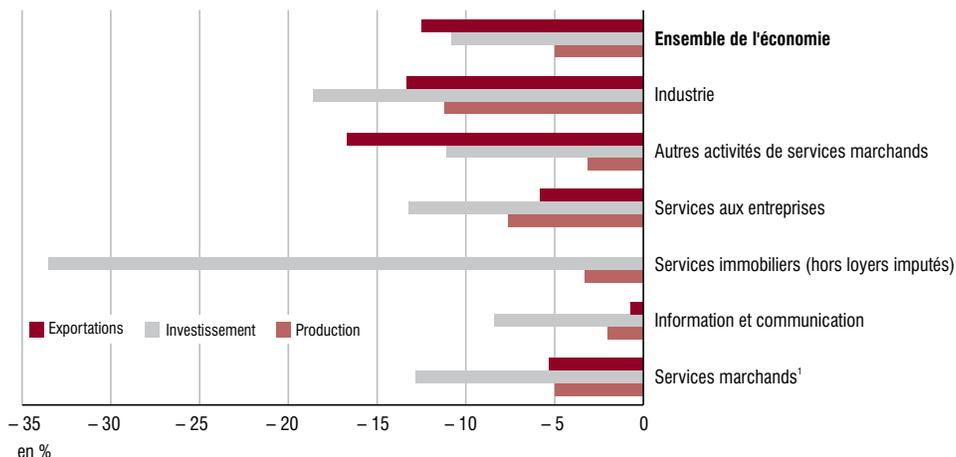
28. Poste G79 du niveau A129 de la NA, 2008.

29. Poste G96 du niveau A129 de la NA, 2008.

30. Poste G90M (marchand) du niveau A129 de la NA, 2008.

fortement (- 5,0 % en 2009) (figure 5). Les plus touchés sont les produits immobiliers (marchands de biens), où la demande d'investissement s'effondre (- 33,5 %) et l'édition, l'audiovisuel et la diffusion (- 18,5 %), la baisse étant particulièrement marquée dans la production audiovisuelle (- 20,6 %). La demande en investissement adressée à l'architecture, l'ingénierie et le contrôle technique faiblit également (- 13,3 %), de même que celle en prestations juridiques et comptables (- 13,2 %).

5. Évolution de la production, de l'investissement et des exportations dans les services marchands par branche d'activité en 2009



1. Hors activités financières et d'assurance et loyers imputés.

Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux base 2005.

Les exportations en volume baissent également, de 5,3 % (- 13,3 % pour l'industrie manufacturière).

Le recul est surtout marqué dans les services aux entreprises (- 5,8 %) et, plus particulièrement, dans les autres activités spécialisées scientifiques et techniques (- 15,7 %). Les services administratifs de soutien aux entreprises (- 9,6 %) pâtissent du recul de la demande étrangère en biens de location (- 9,6 %) et en prestations administratives (- 12 %). Les autres activités de services enregistrent également une baisse de la demande étrangère (- 16,7 %), mais dont l'impact est modeste, puisque les produits de cette branche sont peu exportés (moins de 4 % de la production).

Certaines activités résistent, malgré la conjoncture : le montant des exportations (en volume) est quasiment stable dans l'information et la communication (- 0,7 %). Il est même en nette progression dans les télécommunications (+ 8,2 %).

Face à la crise, le montant total des dépenses des ménages ne change pas (- 0,1 %), mais ces derniers affichent de nouvelles priorités en matière de consommation et privilégient les biens au détriment des services. Ainsi, la demande en produits agricoles augmente (+ 2,9 %), celle en produits industriels se maintient (- 0,3 %), tandis que la consommation de services marchands régresse (- 2,2 %), comme les transports (- 1,7 %). Le recul est particulièrement sensible pour les activités touristiques : hébergement-restauration (- 3,5 %), services liés aux voyages (- 7,6 %), et les services aux entreprises (- 4,8 %), touchés par la chute de la demande en prestations juridiques et comptables (- 9,0 %). ■